

# communiqué presse...

• Montreuil, le 2 juin 2026 / **La FNIC CGT communique...**

## Franche Chimie salut l'aide de 150 millions : **ENCORE DES PERFUSIONS PUBLIQUES AU CAPITAL !**

**L'**État débloque 150 millions d'euros de compensation carbone, soit 5 à 10 millions d'euros par site pour les usines électro-intensives. Le ministre Sébastien Martin promet que cela « préservera beaucoup d'emplois », alors que 10 000 emplois sont présentés comme menacés. Pourtant, ce même gouvernement a sacrifié Domo, Vencorex, Arkema Jarrie et tant d'autres sites, en accompagnant leurs fermetures, en fermant les yeux sur la destruction des emplois. Quels seront les prochains sites sacrifiés ? Kem One ? Syensqo ?

Les 150 millions d'euros de compensation carbone ne sont rien d'autre qu'une perfusion directe destinée à préserver les marges, dans un contexte où ces mêmes groupes ont largement distribué des dividendes ces dernières années. Ils en ont toujours plus ; l'argent coule à flot pour eux : 211 milliards d'euros par an d'aides publiques aux entreprises en France. Les groupes de la chimie y puisent déjà massivement, et aujourd'hui, 150 millions s'y ajoutent.

**Pendant que les multinationales enrichissent leurs actionnaires, les services publics meurent : hôpitaux sous-financés, écoles en crise, transports à l'abandon, fonction publique sacrifiée.**

France Chimie propage le mensonge de classe : la crise ne viendrait pas du capitalisme, mais de la Chine, des États-Unis, de la « complexité réglementaire », des « charges », de la guerre en Iran, de l'explosion des prix du gaz et du pétrole. Inflation, tensions géopolitiques, fluctuations des prix de l'énergie : autant d'éléments instrumentalisés par le patronat pour justifier l'austérité salariale, les restructurations, les suppressions d'emplois et faire peser les risques sur les seuls salariés. Dans le même temps, les grandes entreprises continuent de préserver leurs marges et la rémunération du capital.

La question de l'énergie est instrumentalisée. Les industriels réclament une baisse du coût de l'électricité, mais refusent toute remise en cause du marché européen de l'énergie et de sa logique spéculative. Ils demandent à l'État de compenser les effets d'un système qu'ils soutiennent pourtant.

Ce système est délibéré : les aides publiques augmentent cinq fois plus vite que le PIB depuis 20 ans, et deux à trois fois plus vite que les aides sociales. Cela comprend 88 milliards de niches fiscales, 75 milliards d'exonérations de cotisations sociales, 41 milliards d'interventions de Bpifrance, 7 milliards de subventions directes, soit un total de 211 milliards annuels.

Les choix de désindustrialisation, de financiarisation et de mise en concurrence des travailleurs ont été méthodiquement organisés par ces mêmes groupes et soutenus par les pouvoirs publics. Depuis des années, les multinationales de la chimie ferment des sites, externalisent, spéculent et désinvestissent les outils de production en France et en Europe, tout en captant des aides publiques considérables. Aujourd'hui, une pluie de financements supplémentaires via l'argent public s'abat sur le dos des travailleurs, au nom de la « crise » qu'elles ont elles-mêmes produite. L'État débloque aide sur aide sans compter, tandis que le patronat licencie et ferme des sites.

Mais l'analyse économique ne peut être neutre : elle doit interroger les choix de gestion de ces mêmes groupes. Pourquoi la hausse des coûts est-elle répercutée sur les prix ou sur l'emploi plutôt que sur les profits ? Quelle part de la richesse produite est captée par les actionnaires ? Quels arbitrages sont faits entre salaires, investissement productif et distribution de dividendes ?

**Pour la FNIC-CGT, il ne peut y avoir de souveraineté industrielle sans souveraineté des travailleurs sur l'outil de production. Tant que les décisions resteront entre les mains du capital, les aides publiques continueront d'alimenter la spéculation, les restructurations et les fermetures.**

**Ce n'est pas une crise conjoncturelle, mais l'impasse d'un modèle : exploitation, concurrence généralisée, profit au détriment des travailleurs et du service public.**

**La réponse n'est pas une perfusion financière, mais une rupture politique avec la domination du capital sur l'industrie aux seuls actionnaires de cette entreprise.**